



Conseil économique et social

Distr. générale
7 décembre 2017
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Soixante-deuxième session

12-23 mars 2018

Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale
sur les femmes et à la vingt-troisième session
extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée
« Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,
développement et paix pour le XXI^e siècle »

Déclaration présentée par Catholic Women's League Australia Incorporated, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

Catholic Women's League of Australia représente six organisations membres dans toute l'Australie. On compte une organisation par État, mais pas par territoire. Catholic Women's League of Australia entretient également des relations avec des organisations similaires à travers le monde par l'intermédiaire de World Union of Catholic Women's Organisations.

Nous nous attelons à défendre les groupes de femmes défavorisés et leurs enfants au niveau des États et du Commonwealth, apporter un soutien pratique et matériel aux communautés nationales et dans les territoires d'outre-mer et sensibiliser le gouvernement à la cause des personnes marginalisées.

Le thème prioritaire de la soixante-deuxième session de la Commission de la condition de la femme, « problèmes à régler et possibilités à exploiter pour parvenir à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes et des filles en milieu rural » et le thème de l'évaluation, « la participation et l'accès des femmes aux médias et aux technologies de l'information et des communications, les incidences de ceux-ci et leur intérêt pour la promotion et l'autonomisation des femmes », reflètent bien nos services et notre vision.

Informations générales sur le rôle des organisations membres de Catholic Women's League

Chaque État australien entreprend les activités prioritaires concernant les services sociaux en fonction des besoins de la région. L'Australie-Occidentale a réalisé une enquête à l'échelle de l'État, *Grandparents raising their grandchildren*, sur le thème des grands-parents qui élèvent leurs petits-enfants. Les grands-mères rurales estiment qu'il est particulièrement difficile de supporter la pression qui pèse sur elles et d'accéder aux services.

En Australie-Occidentale, Catholic Women's League offre également des bourses d'études à des élèves en milieu rural qui, sans ces bourses, auraient eu des difficultés à poursuivre des études universitaires.

Victoria a subventionné les réservoirs d'eau dans des zones outre-mer reculées et arides afin d'améliorer les conditions de vie des femmes et des filles.

À travers une collecte spéciale, les membres de l'organisation ont également apporté une assistance financière, dans trois régions rurales différentes, aux mères célibataires ayant décidé de donner naissance à leur bébé, et les ont aidées, de même que leurs petits enfants, en leur fournissant un appui pratique.

Les membres de l'organisation offrent aux membres de familles rurales rendant visite à des parents et proches des hébergements à des prix avantageux au Mary Glowrey House, à proximité des principaux hôpitaux de la capitale, Melbourne.

La Nouvelle-Galles du Sud a proposé une motion sur la pédopornographie lors de la dernière conférence nationale de l'organisation, afin de sensibiliser les membres de Catholic Women's League Australia Incorporated dans toute l'Australie et les amener à militer et à mener des actions contre le développement de l'industrie de la pédopornographie, et à faire pression sur le gouvernement fédéral en utilisant

les renseignements relatifs aux initiatives du Gouvernement britannique visant à éliminer la pédopornographie.

L'organisation a par ailleurs contribué à l'enquête Parlement de Nouvelle-Galles du Sud concernant le suicide parmi les jeunes.

Les membres de l'organisation en Tasmanie ont contribué à une enquête sur les services de soins palliatifs sur toute l'île. Le Département de la santé et des services sociaux s'attèle à élaborer une charte des soins palliatifs pour répondre aux besoins sociaux, spirituels, émotionnels et physiques des patients et améliorer la situation dans ces différents domaines.

Les membres de l'organisation soutiennent également les femmes tombées enceintes de manière accidentelle.

Les membres de l'organisation en Australie-Méridionale ont exhorté les États et le Gouvernement fédéral à consacrer plus de fonds pour des hébergements appropriés et une meilleure qualité des services destinés aux jeunes souffrant de démence précoce, d'accident vasculaire, de traumatisme cérébral, de la trisomie 21 et de toute autre maladie ou tout autre handicap.

Les membres de l'organisation au Queensland ont contribué au projet de loi sur l'avortement présenté par le Gouvernement du Queensland. Elles ont soutenu des initiatives opposées à la contraception et à l'avortement dans leur État, ce qui a entraîné le retrait du projet de loi visant à dépenaliser l'avortement pour quelque raison que ce soit avant le terme de la grossesse. Un deuxième projet de loi, également retiré, visait à supprimer la liberté de parole concernant de près ou de loin les hôpitaux pratiquant l'avortement.

Le Gouvernement fédéral et les États sont conscients des nombreux défis rencontrés par les femmes rurales. Ils ont élaboré et élaborent actuellement des programmes visant à surmonter les défis liés à l'éducation, à la santé, au manque d'emplois dans les centres ruraux, à l'accès aux services, à l'absence de services de santé mentale et aux conséquences de l'isolement.

Des organisations de bénévoles telles que Anglicare (Église anglicane), Saint-Vincent de Paul (Église catholique), Salvos (Armée du salut) rendent compte d'autres problèmes rencontrés dans les zones rurales et reculées, notamment :

- le taux élevé de main-d'œuvre non qualifiée ;
- les inégalités entre les sexes en matière d'emploi et de rémunération ;
- le coût élevé des loyers et des services publics ;
- la pauvreté ;
- les dettes contractées en période de sécheresse ;
- le sans-abrisme ;
- les longues distances à parcourir pour obtenir de l'aide ;
- les choix en matière d'éducation lorsqu'il n'existe pas d'universités ou d'établissements d'enseignement supérieur dans la région ;
- l'absence de médecins en milieu rural ;
- l'accès limité aux services de garde d'enfants ;
- la violence conjugale ;
- la toxicomanie et l'alcoolisme ;
- le suicide parmi les jeunes ;

- la difficulté pour les personnes âgées et les personnes handicapées d'accéder aux services de soutien dont elles ont besoin étant donné qu'ils sont inexistantes en milieu rural.

Catholic Women's League Australia Incorporated est consciente des autres défis ayant un impact sur les femmes en général et les femmes rurales en particulier. Par l'intermédiaire de son attaché de recherche et de ses coordonnateurs, l'organisation a présenté des observations au Gouvernement fédéral et aux États concernant :

- l'enquête du Comité permanent relative à la gestation pour autrui ;
- le préjudice causé aux enfants du fait de la pornographie à laquelle il est possible d'accéder sur Internet ;
- l'interruption de grossesse : amélioration de l'accès des femmes du Territoire du Nord à des services d'interruption de grossesse sûrs ;
- le suicide parmi les anciens combattants et les anciens militaires ;
- le surpoids et l'obésité chez les enfants ;
- l'enquête sur la traite des êtres humains en Nouvelle-Galles du Sud ;
- la loi sur la protection et l'éducation des enfants (dénonciation des abus) présentée au Gouvernement du Queensland.

Les membres de l'ensemble de l'Australie sont confrontés à deux préoccupations majeures qui auront des effets néfastes dans les villes du pays, et qui pourraient mettre des vies en danger dans les zones rurales et reculées. Il s'agit :

- du programme éducatif pour la sécurité dans les écoles qui sera obligatoire en Australie-Occidentale et à Victoria. Ce programme dangereux et source de conflits promeut la transidentité par la prise de mesures irréversibles telles que la chirurgie et l'utilisation d'hormones. Les causes de ce désir n'ont pas encore été sérieusement étudiées et ne sont pas comprises, de même que les conséquences de cette mesure drastique ;
- de l'utilisation de l'abortif RU 486 dans de nombreux centres ruraux reculés où l'accès aux services médicaux est limité et où il est impossible de réaliser une échographie pour évaluer l'âge gestationnel. Même les médecins ayant l'expertise nécessaire en matière d'ultrasons sont rares. Un service d'avortement par la « télé-médecine » réservé aux femmes rurales est à présent disponible dans toute l'Australie. Ces services d'avortement par correspondance ont vu le jour à Hobart, Melbourne, Sydney, Canberra, Perth, Darwin et Brisbane, ainsi que dans de nombreuses grandes villes du pays. Les deux médicaments qui constituent RU 486, le mifépristone et le misoprostol, sont envoyés par la poste. Les services de suivi sont gravement compromis du fait de la distance que les femmes doivent parcourir pour obtenir de l'assistance.

Catholic Women's League Australia Incorporated attend avec intérêt les conclusions convenues à l'issue de la soixante-deuxième session de la Commission de la condition de la femme. Les défis rencontrés par les femmes et les filles rurales sont énormes mais pas insurmontables. De grandes avancées peuvent être réalisées sous réserve de bonne volonté et d'une philosophie du soin pour les femmes tout au long de leur vie.